

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Transition : innovation dans la constitution du cabinet civil du Premier ministre

J.K.M

Libreville/Gabon

FAIT inédit dans notre pays. Depuis lundi dernier, la Primature a lancé un appel à candidature dans l'optique de la désignation des autres membres du cabinet civil du patron des lieux, Raymond Ndong Sima. Pas moins de quatre-vingt-huit (88)

postes sont à pourvoir.

Aussi loin que l'on remonte dans l'histoire politico-administrative de notre pays, c'est bien la première fois, en effet, qu'une telle démarche est initiée à ce niveau. Difficile de ne pas y voir la volonté des nouvelles autorités de mettre un terme à un certain nombre de pratiques qui, par le passé, ont prédominé dans la composition des cabinets

ministériels. Lesquels étaient presque exclusivement constitués des natifs de la contrée du membre du gouvernement. Si bien que leur langue vernaculaire faisait office, bien souvent, au grand dam des usagers, de langue de travail. Une pratique déplorable qui a profondément déteint sur les performances de plusieurs pans de l'administration publique. C'est dire qu'à travers cette démarche, les autorités de la Transition entendent résolument remettre au goût du jour la notion de méritocratie, soutenue par le principe d'égal admissibilité des citoyens aux emplois publics. À condition bien entendu, de répondre pleinement aux critères exigés. Quoi qu'il en soit, aussi louable que soit cette initiative, d'aucuns ne s'empêchent pas, pour autant,

Photo: Wilfred MBINAH



L'Immeuble du 2-Décembre abritant les services du Premier ministre.

UPG/Les Mamboundouïstes satisfaits des mesures prises par le pouvoir de Transition

C.G.K

Libreville/Gabon

LES Mamboundouïstes – courant interne de l'Union du peuple gabonais (UPG) de feu Pierre Mamboundou –, étaient réunis il y a quelques jours sous la conduite de leur président, Guy Constant Titus Koumba.



Photo: C.G.K

Titus Koumba, président des Mamboundouïstes.

Objet de cette réunion : commenter l'actualité nationale en lien avec la Transition amorcée depuis le 30 août 2023 par le CTRI. Les Mamboundouïstes ont d'entrée de jeu adressé leurs félicitations aux Forces de défense et de sécurité qui ont mis fin "au pouvoir des imposteurs et despotes du PDG qui régnaient depuis 1967". Pour eux, l'acte posé, qui plus est sans effusion de sang, par les Forces de défense et de sécurité, a permis de "sauver l'unité nationale, la démocratie et les libertés fondamentales en sonnant le glas d'un système dictatorial", a déclaré Guy Constant Titus Koumba.

Le président de ce courant de l'UPG et les siens saluent les fortes mesures prises par le président de la Transition, le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema, parmi lesquelles le rétablissement de la bourse pour les élèves du secondaire, le paiement des pensions des retraités, la gratuité des inscriptions

dans tous les établissements d'enseignements publics, techniques et confessionnels, autant de mesures salutaires qui allègent les foyers. De même que les annonces visant la révision du Code pénal, du Code de la nationalité, du Code électoral et de la Constitution ont été bien accueillies au sein de cette formation politique.

À l'inverse, eu égard à la proportion continue et inquiétante de la situation d'endettement financier actuel du Gabon, ce courant politique de l'UPG consent à la réactivation de la task force au sein de la présidence de la République, visant à contrôler, auditer et vérifier la dette intérieure et extérieure du Gabon.

Enfin, les Mamboundouïstes se disent prêts à accompagner le CTRI pour l'essor du Gabon vers la félicité.

Suite aux difficultés que traverse l'UPG/Appel à un sursaut patriotique

A.M.

Libreville/Gabon

Bien qu'empêtré dans des soubresauts ayant conduit le parti fondé par Pierre Mamboundou à la partition, l'une des branches de celui-ci continue de poursuivre tant bien que mal ses activités. C'est ainsi que le week-end dernier une réunion du Conseil exécutif de ce parti présidé par le secrétaire exécutif adjoint s'est tenu au siège du parti à d'Awendjé.

Une réunion au cours de laquelle les responsables de cette aile du parti ont tenu à se féliciter de la mise en place des bureaux des deux chambres du Parlement. Non sans souhaiter qu'un réajustement du Mémoire de transition soit fait par les nouvelles autorités du pays pour favoriser l'entrée d'au moins 10 personnalités issues des partis politiques au Sénat afin de faire figurer toutes les catégories au sein de cette haute institution de la République. Dans cette

Photo: D.R



Bien qu'empêtré dans les querelles de chiffonniers, les différentes tendances de l'UPG continuent de tout faire pour exister.

optique, la masse des sénateurs passerait de 50 à 60.

Sur un tout autre plan ; l'UPG constate pour le regretter la récurrence dans les nominations aux postes de responsabilités des personnalités en délicatesse avec la justice. A en croire le secrétariat exécutif de l'UPG, beaucoup de compatriotes parmi ceux qui ont bénéficié des postes importants ont des comptes à rendre à la société pour les actes délictueux posés

de se demander si elle ne serait rien d'autre qu'une réponse subtile aux critiques ayant fusé de toutes parts au lendemain de la publication de la composition du cabinet du Premier ministre de la Transition, à l'issue du Conseil des ministres du 28 septembre dernier et aussi des autres nominations intervenues dans l'administration ayant fait la part belle à une localité du pays. Tout en espérant quand même que les membres du gouvernement se l'approprient. D'autant que, avancent-ils, c'est bien connu, chez nous, l'exemple vient d'en haut.

dans le passé. A ce sujet l'Union du peuple gabonais exhorte les autorités à avoir la main ferme face à ces individus ayant plongé notre pays dans la situation calamiteuse qu'ils ont trouvée. Aussi, en ce qui concerne les travaux publics, le conseil a-t-il salué l'approche des autorités de la Transition qui exigent aux différentes sociétés adjudicataires des marchés de poursuivre leurs travaux jusqu'à achèvement.